



Lettre n° 270 du 15 janvier 2023

Au sommaire :

- **Retraites, salaires, une bataille décisive s'engage face à l'accentuation de l'offensive de Macron et autres serviteurs du capital** - Galia Trépère
- **Pour sauver leur système failli, patrons et gouvernement jouent sur les peurs pour nous faire taire, écraser la révolte sous le poids de leur crise** - Daniel Minvielle

Retraites, salaires, une bataille décisive s'engage face à l'accentuation de l'offensive de Macron et autres serviteurs du capital

La réforme des retraites du gouvernement Macron présentée mardi dernier par sa première ministre Elisabeth Borne constitue une véritable déclaration de guerre contre le monde du travail et la population. La profusion des détails techniques qui l'accompagnent n'en efface pas le fait essentiel, le recul progressif dès septembre de l'âge légal de départ de 62 à 64 ans d'ici à 2030 et l'accélération -par rapport à ce que prévoyait la loi Touraine de 2014- de l'augmentation du nombre d'années de cotisation nécessaire pour avoir droit à une retraite à taux plein porté à 43 ans d'ici à 2027. Tandis que les jeunes ne trouvent pas de travail ou que des emplois précaires, les plus âgés seraient contraints de se crever au boulot pour au bout du compte quelques années seulement de retraite, et encore pas toujours en bonne santé et avec des pensions misérables. Et ce n'est pas la promesse mensongère de revaloriser les petites retraites pour les porter à 1200 euros qui pourrait faire passer la pilule. Les 1200 euros, c'est en brut et ne pourront y prétendre que les salariés ayant une retraite à taux plein, c'est-à-dire pouvant faire état de 43 années de cotisation.

Ni négociable ni amendable : retrait !

Depuis la première réforme des retraites mise en œuvre par Balladur en 1993 mais préparée par le « *Livre blanc sur les retraites* » du ministre socialiste de Mitterrand, Michel Rocard dès 1991, c'est toujours le même cynisme qui est mis en œuvre par la propagande gouvernementale et patronale : il s'agirait de sauver le système de répartition menacé par les déficits, et d'œuvrer à la justice et à l'égalité entre tous les salariés, ceux du privé et ceux du public, ceux des régimes spéciaux que la réforme actuelle veut supprimer et ceux du régime général. L'argument du déficit des caisses de retraite, mis en avant par tous les gouvernements, de droite comme de gauche, depuis 30 ans, n'a même plus une once de crédibilité. Il s'agit

seulement de faire « *travailler plus* » et plus longtemps comme l'a répété à satiété Macron lors de ses vœux le 31 décembre dernier et de diminuer les pensions versées aux retraités.

Cette réforme comme celle de l'assurance-chômage, dite « *mesures d'urgence travail* » votée fin 2022 qui diminue la durée d'indemnisation de 25 % pour tout nouvel inscrit à Pôle Emploi à partir du 1er février, n'a qu'un objectif, augmenter le transfert de richesses en faveur du capital au détriment du monde du travail et de l'ensemble de la population. Elle s'inscrit dans l'offensive menée par les groupes capitalistes et leurs serviteurs à la tête de l'État pour augmenter les profits d'une infime minorité au détriment des salaires, de la protection sociale, des services publics. Elle n'est ni amendable, ni négociable, elle n'appelle qu'une réponse, le retrait pur et simple !

A l'origine de la régression sociale, le parasitisme du capital

Les médias aux ordres des Bolloré, Bouygues, et autres Lagardère, leurs commentateurs et analystes, leurs politiciens, nous abreuvent de détails techniques et d'explications prétendument savantes pour tenter de nous convaincre qu'il nous faudrait accepter comme une fatalité le chômage, l'inflation, la baisse de nos salaires réels. Ce faisant, ils s'emploient à camoufler le fait essentiel, un transfert massif de richesses des poches de ceux qui les produisent vers les groupes capitalistes.

Tandis qu'une partie toujours plus importante de la population a du mal à joindre les deux bouts et même à survivre, les entreprises du CAC40 ont reversé à leurs actionnaires 80,5 milliards d'euros, sous forme de dividendes et de rachats d'actions en 2022, un montant record jamais atteint depuis que ces statistiques existent. La palme en revient à Total avec 13,3 milliards, puis à la multinationale

du luxe LVMH, 7,1 milliards, à Sanofi avec 4,7 milliards d'euros.

La fable du « ruissellement » qui profiterait à toute la population a fait long feu. Les groupes capitalistes réduisent leurs investissements, leurs dépenses en recherche, leurs effectifs comme le font, pour ne prendre que ces deux exemples, Sanofi et Stellantis. Mais tous sont arrosés en permanence de subventions, d'exonérations de cotisations sociales ou d'impôts par le gouvernement qui vide à cet effet les caisses de l'État. Dans un article publié le 9 janvier par Médiapart, la journaliste Martine Orange écrit : « *D'après les travaux de l'Institut de recherches économiques et sociales (Ires) et de la CGT, des chercheurs du Centre lillois d'études et de recherches sociologiques et économiques (Clersé), le total des aides publiques versées aux entreprises s'élevait à 157 milliards d'euros en 2019. Un « pognon de dingue » qui a encore grossi avec la pandémie et la crise. Certains évoquent désormais la somme de 200 milliards d'euros, soit plus du tiers du budget de l'État.* »

Retraites, salaires, un même combat !

La bataille sur les retraites, pour le retrait de la réforme, s'engage alors que dans de nombreux secteurs, les travailleurs se battent pour leurs salaires qui ne cessent de baisser au regard de l'augmentation des prix. De 12 à 15 % sur un an pour les produits de l'alimentation qui constitue le plus gros poste de dépenses, après le logement. A quoi il faut ajouter la hausse des prix de l'énergie, 15 % pour le gaz au 1er janvier, la fin de la remise à la pompe de 10 centimes et l'augmentation des tarifs de la plupart des services. L'inflation, la hausse des prix, ne tombe pas du ciel, et encore moins de l'augmentation des salaires qui sont bloqués ou presque depuis des années. Elle résulte de l'augmentation de leurs marges, pour l'augmentation de leurs profits par les groupes capitalistes.

La lutte pour le retrait de la réforme des retraites procède du même combat que la lutte pour l'augmentation des salaires. Au-delà des augmentations de salaire que les travailleurs peuvent arracher, entreprise par entreprise, c'est une lutte globale qui est nécessaire pour inverser le rapport de forces contre les groupes capitalistes et leur Etat et gagner sur les retraites et l'augmentation des salaires et des pensions.

Le 19 janvier, en grève et dans la rue, prenons nos luttes en mains, une politique pour changer le rapport de force

En voulant faire passer en force sa réforme des retraites, le gouvernement veut plier le monde du travail et les syndicats à sa politique, les soumettre. Conscientes de la profondeur du mécontentement et du rejet de la réforme des retraites dont attestent les sondages, les directions syndicales ont pris l'initiative d'un appel commun à une journée de grève le 19 janvier. Une unité syndicale jamais vue qui voit Berger et Martinez la main dans la main, qu'explique pour beaucoup la crainte d'être débordés, laissés sur le côté par la colère ouvrière et populaire qui monte de partout. La grève et les manifestations du 19 seront massives et certains secteurs comme ceux du raffinage, de la RATP, conscients que cela ne peut suffire, appellent à plusieurs journées de mobilisation consécutives.

Beaucoup de travailleur.es, de militant.es en sont conscients, on ne peut s'en remettre aux directions syndicales rompues au dialogue social, à la concertation avec le gouvernement et le patronat, pas plus qu'aux joutes parlementaires qui restent dans le cadre bien huilé des institutions. Ce qui fait notre force, c'est la conscience de nos intérêts communs de travailleur.es qui font tourner toute la société sans en tirer de privilèges.

La bataille est politique, il s'agit de construire un autre rapport de force, contre la droite et Macron mais aussi contre les démagogues d'extrême-droite qui se disent opposés à la politique de Macron pour conquérir la place et servir à leur tour et de manière encore plus brutale les intérêts des classes dominantes.

La bataille dans laquelle nous nous engageons vise à renverser les rapports de force en notre faveur pour mettre un coup d'arrêt à l'offensive réactionnaire du patronat et de ses serviteurs. La force est de notre côté, la force de celles et ceux sur qui tout repose, dont tout dépend. Nous ne pouvons laisser cette bataille entre les mains des directions syndicales.

C'est la conscience de cette solidarité d'intérêts qui peut nous permettre de diriger nous-mêmes nos luttes en travaillant à leur organisation démocratique. D'ores et déjà, de nombreuses équipes militantes, des cadres collectifs d'organisation de la lutte qui se sont formés lors des précédentes mobilisations, unitaires à la base, se réactivent, retissent leurs liens et en créent de nouveaux.

Pour préparer le 19 janvier et ses suites, pour le retrait de la réforme des retraites, l'augmentation des salaires, des pensions et des minimas sociaux. Une bataille décisive pour stopper la régression sociale et préparer une contre-offensive globale du monde du travail, des femmes et de la jeunesse pour changer le monde.

Galia Trépère

Pour sauver leur système failli, patrons et gouvernement jouent sur les peurs pour nous faire taire, écraser la révolte sous le poids de leur crise

Lors de ses vœux aux hospitaliers, vendredi 6, Macron la prévenu : « *On va vivre dans une situation qui va*

se dégrader », avouant ainsi lui-même que les mesures qu'il venait de présenter pour la Santé ne suffiraient pas

à inverser la tendance. Il n'y pas si longtemps, au *plein cœur de la crise covid*, Macron et Le Maire nous parlaient des « jours heureux » qui ne manqueraient pas de revenir grâce au « quoi qu'il en coûte » ; lorsque la poussée inflationniste a commencé à faire ses dégâts, tous prétendaient y voir un épisode passager... La rhétorique s'est manifestement inversée, plus la moindre lueur d'espoir ! Il s'agit désormais de « tenir » dans une « situation de guerre » où demain sera pire qu'avant...

Cette politique participe d'une politique globale de la bourgeoisie, largement relayée par la presse. Mardi 11, le Monde titrait : « La banque mondiale s'inquiète du ralentissement économique global ». Selon cette dernière, « Ce ralentissement brutal devrait être généralisé, les prévisions étant revues à la baisse pour 95 % des économies avancées, dont la croissance ne devrait pas dépasser 0,5 % en 2023, et près de 70 % des pays émergents et en développement ». Quelques jours plus tôt, Les Echos écrivaient que, selon le Fonds monétaire international, « un tiers de l'économie mondiale sera en récession en 2023 »...

Ces prévisions n'ont rien de surprenant, expression de la déroute d'un système économique mondial à bout de souffle. Ce qui est plus notable, c'est que l'accent est mis sur le côté inéluctable de la situation, sa « perspective sombre » comme l'écrit Le Monde. Les médias intègrent ainsi la logique des discours de la bourgeoisie et de celles et ceux qui nous gouvernent face à la dégradation du contexte économique : préparons-nous à ce que demain soit pire qu'aujourd'hui. Et pour cela, comme l'a rabâché Macron à l'occasion de ses vœux, il nous faut éviter la « division », resserrer les rangs autour de « nos valeurs » nationales et européennes, pour accepter sans broncher les mesures douloureuses que le gouvernement ne serait contraint de prendre que pour notre bien commun !

Derrière le cynisme, c'est un remake du « There is no alternative » de Thatcher. Il n'y aurait pas d'autre choix que de courber l'échine, accepter sans broncher tous les mauvais coups qu'ils nous préparent, venant s'ajouter à la régression de nos conditions de vie qui résultent de la dégradation de l'économie, une fatalité contre laquelle on ne pourrait rien. Ce thème, repris en boucle et étayé par le matraquage de « mauvaises nouvelles », a une fonction bien précise : tenter de désarmer une révolte qui ne cesse de monter... tout en se préparant à y faire face par la répression.

Mais il n'y a aucune fatalité dans l'évolution catastrophique de la situation économique et la régression sociale qu'elle entraîne. Cette évolution est le fruit de la logique mortifère d'une organisation économique fondée sur la propriété privée et le pouvoir d'une classe minoritaire et parasite, la concurrence, l'exploitation sans limite du travail et de la nature, de la recherche effrénée du profit. Une organisation économique en faillite, étouffée par ses propres contradictions et les politiques de ses propres serviteurs.

Une alternative existe à cette marche annoncée à la catastrophe. Elle est portée par cette même révolte sociale,

cette aspiration à « changer le monde » qu'ils cherchent à désarmer et se préparent à affronter.

L'« impasse structurelle », ou la faillite du mode de production capitaliste financiarisé mondialisé

Médiapart publiait samedi 7 un article de Romaric Godin intitulé « [En 2023, l'économie mondiale s'enfoncera dans sa crise structurelle](#) ». S'appuyant sur des annonces du FMI, l'auteur douche les illusions de ceux qui voudraient voir dans la baisse récente des prix de marché du gaz et du pétrole le signe que l'inflation est en voie de retrouver un niveau « normal », permettant à la croissance de repartir. Il analyse pour cela les causes et effets de l'inflation, de la politique des banques centrales, de la succession de crises qui touchent les marchés boursiers, tel l'effondrement des Gafam, ainsi que de la crise de productivité rampante qui dure selon lui depuis la crise des années 1970.

« la période actuelle ressemble à une impasse structurelle dangereuse sur le plan économique et politique » écrit-il... Plus qu'une « ressemblance », c'est une réalité.

L'inflation, même si elle semble avoir atteint un pic, du moins dans certains domaines, va se poursuivre. Selon les prévisions les plus optimistes, elle devrait être encore de 4,5 % en 2026, bien au-dessus de la moyenne de 2,8 % de la décennie 2010-2019. Partie des sommets des chaînes de production, producteurs d'hydrocarbures, de matières premières agricoles et minières, compagnies de transport maritime qui ont pris prétexte des dysfonctionnements créés par la pandémie de Covid pour réaliser des méga-profits, l'augmentation des prix s'est répercutée à travers ces chaînes vers les produits finaux dont les prix ont explosé à leur tour, avec un effet retard. Les plus touchés sont les produits alimentaires, 12,1 % en décembre en France sur un an, soit plus du double de l'indice global de 5,9 %. A chaque niveau de la chaîne, pour conserver leurs marges, les entreprises augmentent leurs prix tout en s'opposant de toutes leurs forces à la « pression sur les salaires », aux revendications de leurs salariés. C'est un cercle vicieux qui génère une baisse globale de pouvoir d'achat, un facteur de récession économique qui rend totalement vain l'espoir de voir la croissance repartir et l'inflation retrouver ses niveaux du passé. Et c'est surtout un facteur de régression sociale profonde, de « crise du niveau de vie », comme l'écrit R. Godin.

La politique d'augmentation des taux menée par les Banques centrales a montré aussi bien son impuissance à juguler l'inflation que ses effets néfastes sur l'ensemble du système de crédit. Confrontées à la hausse des taux auxquels elles doivent se financer auprès des Banques centrales, les banques privées augmentent les taux de leurs prêts aux particuliers, aux entreprises et aux institutions publiques. Cette hausse des taux pousse les entreprises à augmenter leurs prix pour maintenir leurs marges, elle est un facteur inflationniste et de récession. Et elle pèse sur la charge de la dette des États que ces derniers remboursent en faisant de nouveaux emprunts.

Cette cavalerie financière était sans conséquence tant que les taux des nouveaux emprunts étaient bas, voire négatifs. Avec la remontée de ces taux, la dette publique redevient un problème, réveillant dans le monde de la finance la crainte d'une nouvelle crise de la dette, la crainte de défauts de paiement de celle-ci.

A cette crainte s'ajoute celle d'un krach boursier, d'autant plus justifiée qu'au cours des années passées, la capitalisation boursière de certaines entreprises a atteint des niveaux délirants. Certaines de ces bulles, celle des GA-FAM, se sont brutalement dégonflées au cours des derniers mois. En un peu plus d'un an, la dégringolade a été violente : - 75 % pour Meta (Facebook) ; - 61 % pour Intel ; - 41 % pour Amazon ; - 36 % pour Alphabet (Google) ; - 31 % pour Microsoft ; - 19 % pour Apple. Corollaire de cette hécatombe, en 2022, plus de 130 000 travailleur-es de ces entreprises ont perdu leur emploi. L'effondrement boursier s'accompagne d'une catastrophe sociale.

La menace de krach plane aussi sur les marchés immobiliers. C'est le cas depuis des mois en Chine, mais aussi aux Etats-Unis, où les achats de logement ont baissé de 6,7 % sur le dernier trimestre de 2022, après une baisse de 4,5 % le trimestre précédent, conséquence logique de la hausse des taux et de la régression sociale. Et qui dit éclatement de la bulle immobilière dit nécessairement récession dans le secteur du bâtiment et de ses chaînes d'approvisionnement, faillites d'entreprises, travailleur-es jeté-es au chômage...

Pas de fatalité, la logique d'un système économique et des politiques à son service

Tout cela s'inscrit dans un contexte global de baisse du taux de profit des investissements productifs, que l'on observe en réalité depuis la crise des années 1970. En 1965, le taux de profit calculé en moyenne sur les 25 principales économies s'élevait à 10,5 %. Il n'était plus que de 7 % en 1981. Pour restaurer leurs perspectives de profit, les pays impérialistes, USA et Grande Bretagne en tête, lançaient leur offensive de mondialisation libérale. Le taux de profit se redressait alors pour s'établir à 8 % à la fin de la décennie, avant de repartir à la baisse, oscillant au gré de diverses crises cycliques autour d'une pente descendante qui l'a conduit à moins de 6 % en 2022.

Ce mécanisme de baisse chronique a été décrit par Marx sous le nom de « baisse tendancielle du taux de profit ». Elle résulte de la concurrence que se livrent les capitalistes pour vendre leurs marchandises et réaliser ainsi la plus-value extorquée à leurs salariés. Cela se traduit par une recherche permanente de tout ce qui permet de baisser les coûts de production : équipements, matières premières, énergie, force de travail..., afin de pouvoir vendre moins cher tout en conservant des profits suffisants. Pour cela, les capitalistes disposent d'un arsenal de méthodes auxquelles les salarié-es sont confronté-es en permanence. La plus directe consiste à aggraver le taux d'exploitation, l'extorsion de la plus-value, en augmentant le nombre d'heures travaillées pour un même salaire, en augmentant les cadences...

Une autre consiste à moderniser les équipements afin d'obtenir une plus grande quantité de marchandises pour une même masse salariale, remplacer les travailleurs par des machines. Or seul le travail humain produit une valeur nouvelle, la plus-value dont s'empare le capitaliste et qu'il transforme en profit en vendant sa marchandise. Augmenter la part de capital investi dans les moyens matériels au détriment des salaires revient donc à diminuer proportionnellement la part de capital qui produit réellement du profit. A travers le jeu de la concurrence qui contraint chaque capitaliste à moderniser ses propres équipements, la tendance globale à la baisse du taux de profit s'impose d'elle-même, inexorablement et en sourdine. Et comme la guerre commerciale que se livrent les capitalistes ne connaît pas de fin, le même processus se reproduit inlassablement, jusqu'à l'épuisement du processus économique que nous connaissons aujourd'hui et dont une des premières manifestations a été la crise de 2007-2008.

Depuis cette crise, des millions de milliards ont été injectés dans l'économie par les Etats et les Banques centrales afin de, disaient-ils, favoriser les investissements productifs, relancer la croissance. Mais cette mise sous perfusion du capitalisme financiarisé mondialisé ne pouvait, au mieux, que ralentir une baisse de la productivité qui est inhérente au système lui-même. Elle a par contre fortement contribué à aggraver la menace de krachs financiers.

Malgré la baisse chronique des taux de profit et le ralentissement de la croissance, la masse globale de capital ne cesse de croître exponentiellement. Le capital n'existe que tant qu'il peut se multiplier en s'investissant dans des processus (production, commerce, etc..) susceptibles de lui procurer un profit. Ce faisant, même avec un faible taux de profit, il grossit, il s'accumule. Et plus il s'accumule, plus il a besoin de nouveaux terrains où s'investir de façon rentable. La baisse des taux de profit et le ralentissement de l'économie sont un obstacle aux investissements dans les processus de production, les seuls capables de créer des valeurs nouvelles. Les besoins en investissements du système mondial de production et d'échange ne peuvent absorber qu'une infime partie des capitaux à la recherche de placements, il n'y a pas suffisamment de travail à exploiter pour satisfaire leur boulimie de profit. Le capital surnuméraire, grossi par la manne venue des Etats et des Banques centrales, se précipite sur les casinos de la Bourse, des marchés financiers, de l'industrie de la dette.

Un fossé se creuse ainsi entre les capitaux qui circulent dans un système de production et d'échange qui stagne et ceux, parasites, qui viennent grossir les fortunes faramineuses des grands patrons et actionnaires tout en constituant d'immenses bulles spéculatives. A la récession qui vient, à l'inflation qui s'installe, à la régression sociale qui en résulte s'ajoute la menace grandissante d'un krach financier et d'une nouvelle crise de la dette. La récession accentue la concurrence, la guerre commerciale conduit aux affrontements militaires avec, en corollaire, de nouvelles perturbations dans les réseaux de production et

d'échange, ainsi qu'une course démente à l'armement dont le financement accentue l'endettement des Etats et nourrit les dividendes des marchands de canons. Les entreprises, confrontées à la baisse chronique de leurs taux de profit, accentuent leur pression prédatrice sur la nature et les hommes. Les quelques mesures censées s'opposer à la crise climatique et environnementale sont oubliées, des centrales à charbon reprennent du service, la recherche de gisements de métaux rares fait rage sans la moindre précaution. Tout comme fait rage la guerre de classe visant à augmenter le taux d'exploitation, l'extorsion de plus-value absolue. Les patrons sont aidés en cela par la casse du droit du travail orchestrée par les gouvernements qui entretiennent, plus que jamais, un transfert continu des richesses collectives vers les classes dominantes, à travers la casse des droits sociaux (retraites, chômage, sécu...), des services publics, les cadeaux fiscaux et autres aides généreusement distribués au patronat aux frais du contribuable dans la seule perspective de maintenir en vie la machine à profits.

C'est ce racket qu'ils voudraient nous faire accepter, profiter du poids de la menace que fait peser la crise et son approfondissement pour nous plier à leurs attaques, et ce faisant nous entraîner dans une catastrophe dont tout démontre qu'elle n'a rien d'une fatalité, mais est bien le produit d'un mode de production en faillite et de politiques qui n'ont pas d'autre objectif que de le maintenir en vie, « *quoi qu'il en coûte* ».

Jouer des inquiétudes et des peurs nourrit l'extrême droite

Le passage de Macron du « faites-moi confiance et ça ira mieux demain » à « quoi qu'on fasse, demain sera encore pire » pour mener, sur le fond, la même politique au service des classes dominantes, s'inscrit dans l'approfondissement de la crise politique qui touche les institutions de leur République, du pouvoir, prétendument démocratique, de la bourgeoisie, sur fond de dégradation de la situation économique. La dernière séquence électorale a confirmé l'effondrement des vieux partis de gouvernement qui paient des décennies de mensonges et de politiques de régression sociale. Macron n'a dû sa réélection qu'au fait qu'il semblait offrir un barrage à l'accession de Le Pen au pouvoir. Il a perdu sa majorité à l'Assemblée, où le RN est entré en force. Confronté à ces difficultés, bien décidé à faire passer ses attaques en force, il cherche, en jouant sur la peur, à désarmer la colère sociale qu'il sait devoir affronter.

Ce faisant, il fait le jeu de Le Pen et de ses comparses qui ont pour fonds de commerce l'exploitation démagogique de la détresse, mélange de révolte et d'inquiétudes qui touche bien des personnes confrontées à une dégradation dramatique de leur niveau de vie et à la perspective que cela va encore s'aggraver. Les populistes d'extrême-droite ont beau jeu de dénoncer la duplicité de Macron, qui n'avoue son impuissance face à une situation qui se dégrade à grands pas que pour multiplier ses offensives

contre la grande majorité au profit d'une infime minorité d'ultra-riches. Cette dénonciation nourrit la démagogie complotiste, avec tout ce qui l'accompagne, politique du bouc émissaire, nationalisme, xénophobie, racisme, etc., tout en entretenant l'illusion que l'arrivée au pouvoir de Le Pen pourrait changer les choses.

C'est une illusion tragique. Le Pen ne dénonce les compllicités du pouvoir en place avec les classes dominantes que pour se frayer un chemin vers ce pouvoir. Pouvoir dont elle usera pour assurer, au service du système capitaliste en déroute, le rôle que les partis dits « démocratiques », totalement déconsidérés, sont devenus incapables de jouer. En réalité, tout en posant à l'adversaire le plus radical de Macron, le populisme d'extrême droite s'inscrit dans la continuité de la politique de celui-ci, dans une logique ultra réactionnaire à laquelle seule peut mettre un terme notre intervention, travailleuses et travailleurs, classes populaires, sur notre terrain, celui de la lutte des classes.

L'alternative, la prise de contrôle démocratique de la société par celles et ceux qui la font tourner

La mobilisation contre la réforme des retraites se prépare. Certains collectifs de 2019, qui s'étaient éteints avec l'arrivée du covid, se raniment. Un peu partout, des travailleurs sont en grève pour leurs salaires, ou pour leurs conditions de travail, comme dans les services d'urgence... C'est la seule réponse possible à la démagogie délétère de Le Pen comme à l'hypocrisie de Macron, à tous ceux qui voudraient nous faire croire qu'on ne peut rien contre ce qui serait une fatalité, les lois prétendument incontournables de l'économie. L'économie, vue par les classes dominantes et ceux qui les servent, n'est qu'une façon de faire fructifier leur capital en s'appropriant la plus-value extorquée aux travailleurs. C'est un rapport social, à travers lequel se joue le combat de classe pour le surproduit social et qui s'articule, fondamentalement, autour de la propriété privée des moyens de production.

Les mobilisations autour de la défense des retraites doivent être l'occasion, pour nous, travailleur-es, jeunes, militant-es de discuter de la préparation d'un mouvement d'ensemble pour exiger la satisfaction de nos besoins les plus urgents, des augmentations des salaires, des retraites, des prestations sociales à la hauteur des reculs de niveau de vie que nous subissons, leur indexation sur le coût de la vie, la restauration urgente des services publics, santé, école, énergie, transports... Cela conduit nécessairement à pousser jusqu'au bout la remise en cause de la propriété privée, discuter d'un programme pour la prise démocratique du contrôle de la société par celles et ceux qui produisent toutes les richesses.

Quelques grands axes d'un tel programme s'imposent d'eux-mêmes. Prendre le contrôle de l'économie impose d'exproprier les grandes multinationales à travers lesquelles s'organisent les chaînes de production et d'échange qui produisent l'essentiel des biens et services.

Placées sous le contrôle de leurs travailleurs et débarrassées de la concurrence, elles pourront être réorganisées afin d'assurer la satisfaction des besoins de tous à partir d'un plan de production établi démocratiquement, tout en contribuant à restaurer les équilibres environnementaux. Mettre en œuvre une telle planification démocratique de la production suppose contrôler la circulation monétaire et le crédit. Cela passe par l'expropriation de tout le système financier, le regroupement de ses services dans un seul organisme bancaire public, contrôlé par ses propres travailleur-es et par la population. Cela permettra d'en finir immédiatement avec les dettes, d'abolir les

bourses et autres marchés financiers. Et cela permettra d'orienter les avances de capital vers les entreprises en fonction des besoins à satisfaire et non plus selon les perspectives de profit.

Prise de contrôle de la production et de la finance par l'expropriation de leurs actionnaires, mise en œuvre d'une planification démocratique de la production sont les fondements économiques sur lesquels pourront s'établir, à travers le combat collectif pour le pouvoir, de nouveaux rapports sociaux, démocratiques, une étape vers une nouvelle société, socialiste et communiste.

Daniel Minvielle